



Local CGT Cité
05.56.24.81.52

cgt.dr33@dgfip.finances.gouv.fr

Local CGT Mériadeck
05.56.90.76.93

Bordeaux, le 07/02/2013

Compte rendu du CHS du 5 février 2013

Le CHS convoqué initialement le 17 janvier 2013 a été boycotté par les organisations syndicales et reconvoqué le 5 février 2013.

La première partie de la réunion a porté sur **les projets de fermeture et de réorganisation de certains services des DOUANES**, dossier à l'origine du boycott du 1er CHS. Le projet, malgré une commission immobilière tenue à la demande des O.S. et des plans plus lisibles, laisse toujours beaucoup d'éléments dans le flou (non-évaluation des charges de travail transférées, non-prise en compte de l'allongement du trajet domicile-travail pour les agents déplacés, pas de visite de l'Inspecteur hygiène et sécurité). La partie syndicale, de ce fait, n'a pu prononcer d'avis sur ces projets. Elle a de plus demandé qu'une expertise externe soit faite sur les conséquences des fermetures des recettes locales et de la brigade du VERDON, sur la santé des agents. Les projets de la Direction des DOUANES sont donc différés pour le moment.

Un agent du service de la DNID présente le DUERP (document unique d'évaluation des risques professionnels) de son service : risques chimiques (produits utilisés pour tester les bijoux) et risques lors des encaissements de fonds à l'occasion des ventes. Il demande en outre la visite de l'Inspecteur hygiène et sécurité.

➡ **Point sur les contrôles d'accès à la Cité administrative** : il y a un problème « d'engorgement » à la porte sud, au moment du départ et du retour de la cantine : M JULIEN préconise un système de sens unique. Au sujet de ces entrées nouvellement installées et qui génèrent pour les agents de l'accueil du

rez-de-chaussée des courants d'air permanents, la CGT reparle de la demande des agents de voir la cloison vitrée installée se prolonger. La Direction va enfin étudier cette possibilité et également changer les vérins des portes pour qu'elles se referment plus rapidement.

➡ **Dossier chantier de désamiantage de la Tour B** : c'est la DDTM qui est maître d'œuvre dans ce chantier. Un CHS spécial est demandé auprès de la Préfecture pour suivre au plus près le déroulement des travaux.

➡ **Situation budgétaire de 2012** présentée par M BACQUEY : il précise qu'une somme dédiée à une commande de stores sur le site d' ARCACHON n'ayant pas été utilisée finalement, a été affectée à quatre travaux non soumis au préalable au CHS : il s'agit d'un caisson temporisé à la Trésorerie d'ARCACHON, d'un plan d'évacuation à la Trésorerie de SOULAC, de casques téléphoniques à la Trésorerie d'AUDENGE et de stores intérieurs pour le service DEPENSES.

Le point 6 : dossier « AMIANTE », faute de temps, n'a pas été abordé et sera à l'ordre du jour du prochain CHS (21 mars).

QUESTIONS DIVERSES :

➡ A la suite de dysfonctionnements constatés au Restaurant administratif de CENON, les organisations syndicales avaient demandé que soit organisé un Groupe de travail sur le sujet de la gestion des restaurants administratifs du département. Seront conviés à ces réunions l'exploitant, les gestionnaires, les assistants de prévention, les membres du CHS. Des formations professionnelles pourront être proposées.

➡ Problème de l'absence d'un des deux médecins de prévention du ministère durant l'année 2013 : malgré une demande de la Direction dès l'absence annoncée, aucun médecin remplaçant n'est prévu aujourd'hui. La Direction promet d'insister de nouveau sur la nécessité de ce remplacement auprès de la Direction générale.

➡ Problème du relogement du Centre des finances publiques de LESPARE : le projet de remplacer les locaux actuels, très dégradés, par une partie d'un immeuble qui va être prochainement construit, projet qui avançait bien jusqu'ici, est de nouveau en « stand by » : il y a désaccord entre l'administration et la Mairie (qui en sera propriétaire) sur le prix de la location au m² : d'après M JULIEN, la somme serait passée de 90 € à 190 € en quelques semaines ! Ce tarif, toutefois, aurait été accepté par le Pôle emploi, autre locataire prévu de l'immeuble. La Mairie souhaiterait rencontrer les organisations syndicales, peut-être aurons-nous une autre version de l'affaire...

Les Représentants CGT au CHS-CT,

Mathieu CHAIGNE, Françoise LHOMME, Frédéric MANCINI, Pascal CABIANCA